



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80000 Amiens

Amiens, le 19/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TEREOS STARCH & SWEETENER EUROPE - TSSE

46 ROUTE DE NESLE
BP 70007
80190 Mesnil-Saint-Nicaise

Références : 2025-E30209
Code AIOT : 0005102404

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2025 dans l'établissement TEREOS STARCH & SWEETENER EUROPE - TSSE implanté BP70007 - 46 rue de Nesle 80190 Mesnil-Saint-Nicaise. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEREOS STARCH & SWEETENER EUROPE - TSSE
- BP70007 - 46 rue de Nesle 80190 Mesnil-Saint-Nicaise
- Code AIOT : 0005102404
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société Tereos Starch & Sweeteners Europe exploite, sur la commune de Mesnil-Saint-Nicaise, une amidonnerie-glucoserie-distillerie utilisant le blé comme matière première. Il s'agit d'un établissement régulièrement autorisé depuis le 29/07/1996 avec un statut Seveso seuil bas et IED. Il compte environ 300 salariés sur site.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS TOP 99%
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Mesures de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
2	Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Sans objet
3	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
4	Mesures de suppression/réduction	Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1	Sans objet
6	Autosurveillance rejets	Arrêté Préfectoral du 23/04/2003, article 3.4.1	Sans objet
7	Epuración des eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 23/04/2003, article 3.3.2	Sans objet
8	Respect des valeurs limites de rejets	Arrêté Préfectoral du 23/04/2003, article 3.3.2	Sans objet
9	Respect des valeurs limites de rejets	Arrêté Préfectoral du 23/04/2003, article 3.3.2	Sans objet
10	Surveillance milieu récepteur	Arrêté Préfectoral du 23/04/2003, article 3.4.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de maintenir une surveillance trimestrielle du paramètre AOF au niveau du rejet usine pour l'année 2026.

Les performances de la station d'épuration sont conformes.
Des dépassements réguliers en phosphore et sodium au niveau du rejet usine appellent à une poursuite de la réflexion en vue de les limiter au maximum.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : L'exploitant a réalisé les 3 campagnes d'analyse conformément à l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 et les a déclarées en temps et heure sous GIDAF. Il a fait réaliser à l'été 2024 des analyses supplémentaires portant sur les eaux brutes de forage et le rejet usine. A l'issue de la visite d'inspection du 19 novembre 2024, l'inspection recommandait à l'exploitant <i>"de maintenir en 2025 une surveillance ponctuelle de ses rejets aqueux, a minima du paramètre AOF, à une fréquence idéalement trimestrielle"</i> . Cette surveillance n'a pas été réalisée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejets aqueux de PFOS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L
Prescription contrôlée : 4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...] Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561) $\leq 25 \mu\text{g/l}$ Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux

dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.
Constats : Tous les résultats d'analyse concluent à des teneurs en substances dangereuses inférieures aux valeurs réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : L'exploitant a réalisé une revue de l'ensemble des substances utilisées dans son process. Aucune ne contient de PFAS. Seul l'émulseur contient des substances fluorées. L'analyse du process conclut à l'absence de synthèse ou de relargage de substances fluorées lors des étapes de fabrication. En conséquence, en l'absence de sources de rejets potentiels, la mise en place d'un plan de réduction/suppression porte uniquement sur le changement d'émulseur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesures de suppression/réduction

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des rejets
Prescription contrôlée : 1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a programmé un changement d'émulseur en vue notamment d'éliminer toute substance fluorée.</p> <p>La préparation du changement a fait l'objet d'échanges préalables avec le SDIS et la DREAL en vue de prendre les dispositions nécessaires pour gérer le risque entre la déconnexion du système actuel et la connexion du nouvel émulseur.</p> <p>Au jour de la visite, l'inspection a pu constater que les opérations d'installation du nouvel émulseur sont en cours, et que des moyens de défense temporaires additionnels ont été pré-positionnés au niveau du secteur "alcools".</p> <p>L'émulseur fluoré est stocké dans deux cuves de 6500 et 10000m3. Il restera stocké dans cette enceinte étanche jusqu'à l'enlèvement par un prestataire habilité à traiter ce type de produits. Une fois évacué, et au regard de la l'analyse réalisée par l'exploitant, l'usine ne manipulera plus de substance fluorée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Mesures de surveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ; - gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait réaliser en 2023 les analyses réglementaires . Les analyses de 2023 ont fait ressortir une valeur positive en AOF. Celles d'octobre et novembre 2023 sont négatives.</p> <p>L'exploitant a fait procéder à 3 analyses complémentaires de recherche d'AOF à l'été 2024 portant sur les eaux brutes de forage et sur le rejet usine. Les résultats sont négatifs.</p> <p>Au regard de l'analyse écartant toute source d'utilisation de substances fluorées sur site, l'hypothèse d'un "faux positif" sur la campagne de septembre 2023 est avancée.</p> <p>A l'issue de l'inspection de novembre 2024, l'inspection des installations classées indiquait: <i>"A titre de levée de doute, il est recommandé à l'exploitant de maintenir en 2025 une surveillance ponctuelle, a minima du paramètre AOF, à une fréquence idéalement trimestrielle."</i></p> <p>L'exploitant indique ne pas avoir réalisé cette surveillance ponctuelle sur 2025. L'inspection des installations classées maintient sa demande de surveillance du paramètre AOF au niveau du rejet usine en 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>

Proposition de délais : 12 mois

N° 6 : Autosurveillance rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2003, article 3.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait procéder au moins annuellement aux prélèvements, mesures et analyses demandés dans le cadre de l'autosurveillance par un organisme extérieur agréé par le ministère de l'environnement.

L'exploitant procédera aux analyses et mesures de la manière suivante :

1° sur les ouvrages de dépollution et de rejet :

a) mesures en continu :

- sur la station d'épuration : débits d'entrée et sortie
- du pH du bassin final de chaque ligne de traitement
- rejet général : débit, pH, température, COT, résistivité, ammonium

b) sur un échantillon prélevé sur une durée de 24 h :

- mesure journalière des paramètres matières en suspension (sauf entrée station), DCO , Nitrate, Nitrite, NTK, Ammonium à l'entrée et à la sortie de la station d'épuration ainsi qu'au rejet général

L'échantillon sera confectionné proportionnellement au débit en ce qui concerne le rejet général. Il pourra être simplement continu et proportionné au temps à l'entrée et à la sortie de la station d'épuration.

Mesure hebdomadaire des paramètres suivants : Sodium, Chlorure, Sulfate, DBO5 (sur effluent non décanté), Phosphore total tant à la sortie de la station d'épuration qu'au rejet général

Mesure mensuelle de la coloration sur le rejet général [...]

Constats :

L'exploitant dispose d'une base de données monitorant les différents paramètres suivis en continu ou ponctuellement au niveau de l'entrée station, sortie station et rejet usine.

Tous les paramètres objet de la prescription sont suivis.

L'inspection a pu constater au niveau de la station d'épuration le suivi en continu des paramètres pH et conductivité, ainsi que la présence d'équipements fonctionnels permettant la constitution d'échantillons 24h proportionnés au temps.

L'exploitant indique qu'au niveau du rejet usine, l'échantillon 24h est proportionné au débit à raison d'un prélèvement tous les 75m3 rejetés.

L'exploitant indique que le laboratoire Eurofins réalise une fois par mois des prélèvements en parallèle de ceux réalisés par les équipes de Tereos. Les résultats d'échantillonnage et d'analyse sont comparés en vue d'identifier et de corriger d'éventuelles dérives.

L'exploitant respecte la prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Epuration des eaux industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2003, article 3.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Performance épuratoire

Prescription contrôlée :

<p>Le rendement d'épuration devra atteindre au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 97% pour l'azote • 97 % pour la DCO • 99 % pour la DBO5. <p>Le rendement d'épuration est défini comme étant le rapport entre la charge polluante enlevée dans l'ouvrage et la charge entrée sur la même période. Pour l'azote, le rendement s'exprime en azote global.</p>
<p>Constats :</p> <p>La station d'épuration comporte 2 lignes parallèles pour traiter d'une part les effluents azotés issus d'Ajinomoto Foods Europe et d'autre part les effluents carbonés issus de son propre process.</p> <p>L'exploitant suit les flux entrants et sortants et est en mesure de calculer le rendement épuratoire pour l'azote et la DCO.</p> <p>L'inspection sollicite les rendements épuratoires pour l'année écoulée. Ils s'établissent en moyenne annuelle à 98,74% pour la DCO et 98,4% pour l'azote. L'inspection constate que le rendement minimal est respecté en moyenne annuelle et mensuelle.</p> <p>L'exploitant indique ne pas être en mesure de calculer le rendement en DBO5, ce paramètre n'étant pas suivi en entrée station. Toutefois le rendement épuratoire en DCO et l'absence de dépassement problématique en DBO5 en sortie de station présument d'une bonne performance épuratoire. L'exploitant sollicite une mise à jour de son arrêté pour exclure le paramètre DBO5 du suivi du rendement épuratoire.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Respect des valeurs limites de rejets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2003, article 3.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites sortie STEP</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les effluents sortant de la station d'épuration et déversés dans le collecteur de rejet général devront répondre aux caractéristiques suivantes [...]</p> <p>Le débit ne devra pas dépasser :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 7 400 m3/j en moyenne mensuelle • 8 000 m3/tranches de 24 h consécutives et 10 000 m3/j dans les phases de retraitement d'effluents stockés ou d'eaux en provenance du bassin de confinement. <p>Le pH devra être compris entre 5,5 et 8,5.</p>
<p>Constats :</p> <p>La station comprend une ligne azote et une ligne carbone, ainsi qu'un traitement tertiaire à l'ozone ponctuellement mobilisé pour abattre un excès de DCO. Des bassins permettent de tamponner la gestion des effluents en cas de pollutions accidentelles ou de dysfonctionnements station.</p> <p>13 opérateurs formés travaillent sur la station. L'autosurveillance est réalisée quotidiennement par un opérateur formé. L'exploitant tient à jour un fichier de déclaration et de suivi des incidents.</p> <p>L'exploitant dispose d'un système de supervision et de pilotage de la station. Un système d'alerte</p>

<p>est mis en place à l'approche de seuils de qualité.</p> <p>L'inspection a analysé les résultats d'autosurveillance des 10 premiers mois de l'année 2025. Elle relève des dépassements en MES, DCO et DBO5 sur les mois de janvier et février. L'exploitant indique que ces dépassements sont consécutifs à des mouvements sociaux ayant entraîné des variations brutales de charge entrante déséquilibrant le système biologique de la station.</p> <p>Concernant le reste de l'année, les non-respects de VLE sont très ponctuels et ne dépassent que de peu les seuils réglementaires.</p> <p>Les volumes rejetés sont conformes aux prescriptions.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Respect des valeurs limites de rejets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2003, article 3.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Valeur limites rejet Ingon</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le rejet général à l'Ingon devra répondre aux caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pH compris entre 5,5 et 8,5 • modification de couleur ne dépassant pas 100 mg Pt/l • température inférieure à 25°C et n'entraînant pas pour les eaux de l'Ingon à 50 m à l'aval du point de rejet une élévation de température supérieure à 8°C. <p>Lors de l'évolution et du remplacement des matériels nécessitant l'utilisation d'eau de refroidissement, l'exploitant devra s'attacher à mettre en œuvre des technologies permettant de réduire le volume des effluents correspondants et le flux thermique rejeté, en vue de tendre vers une élévation de moins de 1,5°C de la température de l'Ingon. Les valeurs maximales de la température au rejet ne devront pas être dépassées plus de 2% du temps. Des dépassements éventuels de la température admissible du rejet ne devront en aucun cas conduire à une température supérieure à 28°C dans l'Ingon, à l'aval du rejet.</p> <p>Le rejet respecte les valeurs limites suivantes [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Au niveau du rejet usine, l'inspection relève des dépassements récurrents en nitrates (75 dépassements sur les 10 premiers mois de l'année) en phosphore (48 dépassements), et dans une moindre mesure en sodium et en azote.</p> <p>Le rejet usine est constitué du cumul du rejet STEP, des eaux de refroidissement d'Ajinomoto Foods Europe, des rétentats d'osmose inverse et des purges de TAR.</p> <p>La déclaration GIDAF mentionne régulièrement que ces dépassements proviennent du réseau aérien dans la mesure où le rejet station est conforme.</p> <p>Concernant le paramètre nitrates, l'exploitant indique que l'origine provient des eaux brutes qui présentent des teneurs élevées (de l'ordre de 45mg/l).</p> <p>Concernant le paramètre phosphore, l'origine des concentrations provient des produits de traitement des TAR. L'exploitant indique utiliser prioritairement les eaux de refroidissement d'Ajinomoto Foods Europe pour alimenter les TAR. Ces eaux font l'objet d'un suivi qualité en entrée. En cas de teneur trop élevée en NH4, et afin de prévenir le risque de développement de</p>

<p>légionnelles, l'exploitant fait procéder à une purge des TAR suivie d'une désinfection. Il n'existe pas à ce stade sur le marché de produit sans phosphore permettant par substitution d'abattre les teneurs en phosphore observées.</p> <p>Concernant le paramètre sodium, l'inspection des installations demande à ce que l'exploitant approfondisse ses investigations quant à l'origine des dépassements ponctuels a minima au niveau des rétentats et purges de TAR sous sa responsabilité.</p> <p>Les VLE sont respectées sur l'ensemble des autres paramètres.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Recommandation: l'inspection des installations classées recommande à l'exploitant de s'assurer du bon paramétrage des critères de qualité des eaux admissible en entrée de TAR en vue de réduire au maximum le nombre de purges sans remettre en cause la priorité accordée à la prévention du risque légionelles.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Surveillance milieu récepteur

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2003, article 3.4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance milieu récepteur</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au minimum une fois par semestre, il sera procédé sur le milieu récepteur à l'amont et à l'aval du rejet à l'analyse des paramètres suivants : pH, température, oxygène dissous, DCO, DBO5, azote total, nitrate, nitrite, phosphore total, chlorures, sulfate, sodium</p>
<p>Constats :</p> <p>Le suivi du milieu récepteur est réalisé conformément à la prescription. Les résultats de suivi sont consignés par l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>